



Administration générale
LE/AR

2024-n° 236

PRISE LE 22 AOÛT 2024

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
RESULTANT DE LA DELIBERATION DU 1^{er} FEVRIER 2024

OBJET : Renouveaulement d'une concession funéraire

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1^{er} février 2024 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal

VU l'arrêté municipal n°158/2015 du novembre 2015 portant règlement du cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency,

VU la décision tarif 2021 portant fixation du prix des concessions funéraires au 1^{er} janvier 2021,

Vu l'attribution de la concession n° 1852, le 07 septembre 1964 à

CONSIDERANT la demande faite le 21 août 2024 présenté par _____ domicilié
sollicitant le renouvellement de la concession de terrain dans le cimetière communal.

D E C I D E

Article 1 : d'accorder, dans le cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency, à l'emplacement 3/1724, le renouvellement à de la concession Familiale de 1,60 m² accordé et expirant le 07 septembre 2024 pour une durée de 30 ans à compter du 07 septembre 2024 au profit des ayants droits.

Article 2 : La présente concession est accordée moyennant la somme de (550€) versée dans la caisse du receveur municipal.

Article 3 : Un exemplaire de cette décision sera remis au titulaire de la concession et au receveur municipal.

Article 4 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Article 5 : Un extrait de la présente décision sera publié sur le site de la Mairie de Soisy-sous-Montmorency.

Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} adjoint au Maire,

Christian THÉVENOT

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : 22 AOÛT 2024
Mis en ligne et/ou notifié le : 22 AOÛT 2024
Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le 22 AOÛT 2024

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.

Accusé de réception en préfecture
095-219505989-20240822-AG20240EC234-AU
Date de dépôt en préfecture : 22/08/2024